Un tournant “historique” : en violation de la Charte d’Amiens, la CGT donne une consigne de vote en faveur du Nouveau Front Populaire « car ce n’est pas un parti, mais une large alliance de gauche »

18/06/2024 à 18h57



Réunis ce mardi 18 juin après-midi à Montreuil lors d’un Comité confédéral national (le Parlement du syndicat, en quelque sorte), les responsables de fédérations et des unions départementales de la CGT ont , selon RMC, voté en faveur d’un soutien explicite au Nouveau Front populaire.

”*C’est un tournant “historique*”, assure-t-on en interne, car si la CGT a toujours appelé à voter contre l’extrême-droite, elle n’appelle habituellement pas à voter pour un parti ou un mouvement en particulier. La Confédération est en effet signataire de la Charte d’Amiens, qui acte l’indépendance des syndicats à l’égard des partis politiques.

Elle avait ainsi appelé à rejeter Marine Le Pen lors du second tour de l’élection présidentielle de 2022, sans pour autant

appeler explicitement à voter en faveur d'Emmanuel Macron.

"***On s'autorise à appeler à voter pour le Nouveau Front populaire, car ce n'est pas un parti, mais une large alliance de gauch***e", justifie un membre du Comité consultatif national.

Un communiqué publié au surlendemain des Européennes avait déjà renvoyé le mouvement présidentiel et le parti d'extrême-droite dos-à-dos, en alertant à la fois contre une victoire de l'extrême-droite, "*une catastrophe contre la démocratie et les libertés publique*s", et contre "la poursuite de la politique libérale" incarnée par les candidats macronistes.

Sophie Binet avait alors appelé à la création d'un "front populaire". Ce lundi 17 juin, à Montreuil, la secrétaire générale était d'ailleurs à la tribune du premier meeting national de l'alliance de gauche pour marquer son soutien. Mais le deuxième syndicat de France en nombre de voix a donc décidé d'aller plus loin.

La CGT se démarque nettement des autres confédérations syndicales, puisque la CFDT, l'UNSA et Solidaires se cantonnent pour le moment à appeler à faire barrage à l'extrême droite. Le syndicat des enseignants, la FSU, doit prendre une décision formelle ce mardi 19 juin.

RMC